



L'expression de la souffrance au C.P. de Villefranche

CP Villefranche S/S

13.02.2024

Les actions entreprises depuis dimanche continuent à ce jour, l'UFAP Unsa Justice aux côtés des surveillants qui font le choix de prendre en main leur avenir sur un établissement qui prend l'eau depuis bien trop longtemps. Seul moyen pour exprimer et faire entendre de leur souffrance au quotidien, il a été décidé d'effectuer uniquement les mouvements essentiels à la détention et ceux, jusqu'à la venue de la Direction interrégionale !

Rien ne va plus : Les agents attendent des actes de la part de l'Administration !

Nous ne voulons plus de promesses ! Les agents exposés comme jamais ne pourront pas tenir longtemps dans de telles conditions inhumaines et dégradantes sans UNE ACTION FORTE de notre administration.

La menace de la sanction est dégainée par la direction, mais ne comprend-elle pas que les agents sont déjà sanctionnés par des rappels à tous va ?! De l'ilotage ! Des conditions de travail inacceptables ! Des agressions quotidiennes ! Privés de vie sociale ! Et osez-vous encore sanctionner ces agents qui ont explosé le quota des 108 heures et pourtant qui sont là aujourd'hui ? Ces agents qui viennent malgré des heures supplémentaires qui ne seront pas payées ! Eux, épuisés, à bout, qui expriment leur ras-le-bol, on arrivera encore à les menacer de sanction !

Cela est indigne d'une administration qui met ses agents dans une situation impossible

L'UFAP Unsa Justice n'a eu de cesse d'alerter sur les conditions de travail catastrophiques et sur la violence présente sur notre établissement ! Les agressions de ces derniers jours ont clairement constitué « la goutte d'eau qui fait déborder le vase ». L'administration aurait pu prévoir ce qui se passe actuellement, mais elle a fait le choix de la sourde-oreille. Maintenant elle doit cesser de nous tourner le dos et qu'elle regarde de face la souffrance des surveillants.

L'UFAP Unsa Justice indique que les choses ne sauraient durer ainsi et réclame :

- Un apport conséquent d'agents, particulièrement de Surveillants, comme il a été demandé en novembre 2023.
- Une révision de l'organigramme de référence, pour rappel un audit de EX1 indiquait qu'une mise à jour de l'OR était à réaliser par l'apport de 10 Surveillants au regard des OR des plans 13000 et que celui de Villefranche était particulièrement impacté.
- Un nouveau service pour les surveillants avec la suppression du Matin-Nuit
- Une brigade au QD
- Une refonte de l'organisation de la détention (douches, promenades, mouvements en général, etc.)

L'UFAP Unsa Justice exige la reconnaissance que le personnel est en droit d'attendre de la part de son administration quand de surcroît, des jeux olympiques viendront probablement aggraver les conditions d'exercice cet été. L'établissement est en feu, messieurs les technocrates de la DISP, changez un peu de méthode !!!

Si l'administration n'est pas prête à prendre en considération nos revendications, l'UFAP Unsa Justice sera auprès des surveillants pour durcir le mouvement

Pour L'UFAP Unsa Justice

C.LAGES et P.MICHAELI